

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR  
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 22 au 26 mai 2017

**MERCREDI**  
**24 mai 2017**  
**à 14 h 15**

## **Questions orales**

### **Projets de loi**

1. Projet de loi réformant des régimes relatifs aux personnes transgenres en ce qui concerne la mention d'un changement de l'enregistrement du sexe dans les actes de l'état civil et ses effets, n°s 2403/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Karine Lalieux]

2. Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale exécutant l'article 306, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours, n° 2416/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Eric Thiébaud]

**Nomination des membres du Conseil disciplinaire de la CREG,  
n° 2485/1.**

**Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**  
*(voir annexe)*

**Votes nominatifs**  
sur les projets de loi terminés.

---

**à 18 h 05**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---

## Annexe

### Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution (Mme Ine Somers, MM. Dirk Janssens et Damien Thiéry et Mme Yoleen Van Camp) relative à l'application des acquis des sciences du comportement dans le cadre des soins de santé en Belgique, n° 2474/1.
  2. Proposition de loi (MM. Marco Van Hees et Raoul Hedebouw) modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, n° 2477/1.
  3. Proposition de loi (MM. Marco Van Hees et Raoul Hedebouw) instaurant un plafond pour les indemnités, traitements et jetons de présence octroyés aux ministres et secrétaires d'État ainsi qu'aux membres de la Chambre des représentants, n° 2478/1.
  4. Proposition de loi (Mmes Goedele Uyttersprot, Sarah Smeyers, Kristien Van Vaerenbergh et Sophie De Wit) modifiant le Code civil, en ce qui concerne le délai pour intenter une action en contestation de paternité, n° 2486/1.
-